

fins légitimes de défense. Nous n'avons jamais laissé entendre qu'il ne fallait pas faire cas des besoins en matière de défense.

Nous disons plutôt que la collectivité internationale devrait prendre des mesures appropriées pour s'assurer que les États ne pourront plus se surarmer comme l'a fait l'Iraq.

Étant donné que la question du contrôle des armements occupe une place essentielle dans ce débat, il serait utile à mon avis de passer en revue les mesures que nous avons prises jusqu'ici pour donner suite à notre initiative.

En ce qui concerne les armes chimiques, nous nous sommes employés à éliminer les obstacles qui continuent d'entraver les négociations de Genève sur une convention globale et détaillée interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation de ces armes.

Nous nous réjouissons que le président Bush ait promis que les États-Unis compteront parmi les premiers signataires de la convention et détruiront tous leurs stocks d'armes chimiques. Nous collaborons étroitement avec les États-Unis et d'autres alliés pour nous assurer que les négociations seront menées à bien l'an prochain.

Nous avons récemment institué des contrôles stricts sur les 50 produits chimiques qui sont considérés comme des précurseurs d'armes chimiques, et nous cherchons avec d'autres pays des moyens de contrôler les exportations de technologies «à double utilisation».

Dans le domaine des armes biologiques, nous nous préparons activement à la III^e Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques, qui se tiendra à Genève en septembre.

Nous invitons les parties à accepter des mesures garantissant le respect de cette Convention, qui interdit les armes biologiques, et nous avons déjà soumis des propositions à cette fin.

Tout en tentant d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, nous poursuivons nos efforts pour amener toutes les parties au Traité sur la non-prolifération à appuyer la prorogation de cet instrument vital pour une période indéterminée, après son expiration, en 1995.

Nous poursuivons aussi nos efforts pour réduire la prolifération des engins servant au lancement de telles armes.

En mars, le Canada a rencontré les autres participants au régime de contrôle de la technologie relative aux missiles; il les rencontrera de nouveau cette année pour examiner la possibilité d'étendre la participation au régime à des pays comme l'Union